



Conflit au Port de Montréal:

## **Le Bloc Québécois demande l'intervention du premier ministre**

Longueuil le 26 avril 2021 – Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois, et Denis Trudel, député de Longueuil—Saint-Hubert ont exigé que le fédéral organise des négociations d'urgence au Port de Montréal avant de déposer une loi spéciale.

« Une loi spéciale n'est pas une solution au conflit qui oppose les travailleurs et les employeurs du Port de Montréal. C'est au contraire un aveu d'incompétence. Il n'y a pas de chef de gouvernement au Canada lorsque les conflits s'intensifient. Justin doit intervenir personnellement et directement auprès des parties pour que chacune fasse un compromis immédiat afin que les activités du port reprennent sans l'intervention d'une loi spéciale. Il est minuit moins une, mais il n'est pas trop tard pour que le premier ministre fasse preuve d'autorité morale après huit mois d'inaction de la part de son gouvernement. Il doit aussi lancer une médiation intensive entre les parties afin d'en arriver à une solution qui ne mette pas en péril ni l'économie québécoise, ni l'obligation de négocier aux employeurs avec une loi spéciale offerte sur un plateau d'argent », a déclaré M. Blanchet.

Monsieur Trudel reproche au gouvernement fédéral de ne pas être suffisamment intervenu dans le conflit de travail au Port de Montréal depuis son déclenchement en août dernier. « J'estime qu'il doit aujourd'hui convoquer une médiation de toute urgence afin de convaincre les parties patronales de remettre en place les conditions de travail qui étaient en vigueur au 9 avril et ainsi, les travailleurs, comme ils se sont engagés, mettront fin au débrayage ».

Le Bloc Québécois rappelle que le gouvernement Trudeau avait également manqué de leadership, l'hiver dernier, dans le conflit de travail au Canadien National (CN), ce qui avait créé une pénurie de propane menaçant les récoltes des agriculteurs. Le parti souligne aussi que Justin Trudeau avait abdiqué ses responsabilités lors des manifestations en appui aux Wet'suwet'en, allant jusqu'à demander aux différents corps policiers d'intervenir contre les manifestants autochtones alors que la sortie de crise passait plutôt par une négociation entre le fédéral et les Premiers Peuples.

-30-

Source :

**Jean Sébastien Talbot**

**Attaché politique de Denis Trudel**

**Député de Longueuil-St-Hubert**

Bur : 450-928-4288

Cell : 438-356-4831